

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE PARTICULIÈRES (CCTP)

### Accord-cadre à bons de commande pour les travaux d'entretien courants et de mise aux normes tout Corps d'Etat du Centre hospitalier de Gonesse

#### APPEL D'OFFRE OUVERT

Conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2, R2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique, le marché est passé en appel d'offres ouvert.

#### Pouvoir adjudicateur :

**GHT PLAINE DE FRANCE – Centre Hospitalier de Gonesse**  
**2 Boulevard du 19 mars 1962**  
**95550 Gonesse**

#### SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS.....</b>	<b>3</b>
1.1	PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE.....	3
1.1.1	OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	3
1.1.2	PERIMETRE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION .....	4
1.1.3	DEFINITION DE LA NOTION DE TRAVAUX COURANTS .....	4
1.1.4	REPARTITION PAR LOTS DES TRAVAUX COURANTS.....	4
1.1.5	MAITRISE D'ŒUVRE - ORDONNANCEMENT – PILOTAGE - COORDINATION .....	4

1.1.6	CONTROLE TECHNIQUE.....	5
1.1.7	COORDINATION SSI.....	5
1.2	PRESRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES .....	5
1.2.1	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
1.2.2	RESPECT DE LA LEGISLATION, DES NORMES ET DES REGLES DE L'ART .....	6
1.2.3	DEVOIR DE CONSEIL.....	7
1.2.4	CLASSEMENT DES LOCAUX .....	7
1.2.5	SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS ET DES PERSONNES – SECURITE INCENDIE.....	7
1.2.6	NUISANCES DE CHANTIER.....	9
1.2.7	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES .....	9
1.3	MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
1.3.1	Demande de devis et prix.....	9
1.3.2	DEROULEMENT DU CHANTIER.....	12
1.4	MARQUE DE FABRIQUE .....	15
1.5	REFERENCES AUX NORMES.....	15
1.6	PRESTATIONS HORS BPU.....	16

## **PRESENTATION DU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE**

- Le Centre Hospitalier de Gonesse est le seul établissement de santé public d'un bassin de vie d'environ 350 000 habitants, desservant notamment le Val-d'Oise et une partie de l'Oise.
- Il fait partie du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Plaine de France, en lien avec le Centre Hospitalier de Saint-Denis Depuis 2016, ses services sont installés dans un bâtiment moderne de 80 000 m<sup>2</sup>, équipé d'un plateau technique performant offrant des conditions de prise en charge optimales.

## Capacité et équipements

- L'établissement dispose de 956 lits et places Les pôles de service sont organisés de la manière suivante :
  - Femme-enfant
  - Urgences / SMUR / Anesthésie / Réanimation / Bloc opératoire
  - Gériatrie
  - Spécialités médicales et cancérologie
  - Spécialités médicales cardiovasculaires et rééducation
  - Psychiatrie adulte
  - Médico-technique
  - Pédopsychiatrie.
- Plus de 50 spécialités médicales sont disponibles, notamment imagerie, explorations fonctionnelles, chirurgie, cardiologie, neurologie, rhumatologie, gynécologie, etc..
- Le plateau technique comprend :
  - 2 scanners
  - 1 IRM
  - 5 appareils de radiologie numérisée
  - 1 radiologie vasculaire

Laboratoire automatisé, blocs opératoires, soins ambulatoires... Historique et modernisation

- L'établissement actuel est le résultat d'une longue évolution : depuis un hôpital médiéval (Hôtel-Dieu) existant dès 1208, jusqu'à des modernisations majeures au XIX<sup>e</sup> siècle (maternité, chirurgie, hospice, etc.) En 1969, un nouveau bâtiment a été inauguré, conçu par l'architecte Rabud, avec une capacité initiale de 660 lits, doublée par la suite La modernisation la plus récente, débutée en 2014 et achevée en 2016, a vu l'ouverture d'un établissement flambant neuf à proximité des anciens locaux, offrant confort, technologie et meilleures conditions d'accueil Parmi les innovations introduites : robots logistiques (« tortues »), robots pour la prise des constantes directement dans le dossier médical, matériel IRM, scanner de dernière génération.
- Les chambres sont désormais individuelles, avec sanitaires privés, notamment en maternité ; accessibilité améliorée, parking, services de soins de suite, prise en charge alternative (hypnose, sophrologie, acupuncture).

## **1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

### **1.1 PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE**

#### **1.1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le présent CCTP Cadre commun aux 12 lots, concerne les travaux courants tels que définis au Cahier des clauses administratives particulières de l'Accord-cadre, à réaliser dans les bâtiments et structures, Intra et Extra hospitalière du Centre Hospitalier de Gonesse.

### 1.1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

Les interventions seront réalisées dans le département du Val-d'Oise (95), au sein des bâtiments du Centre Hospitalier de Gonesse (MCO, Psychiatrie Adultes, Pédopsychiatrie, Gériatrie, services administratifs, etc.), ainsi que dans les structures extra-hospitalières implantées à Gonesse, Sarcelles, Le Louvre et Arnouville.

### 1.1.3 DEFINITION DE LA NOTION DE TRAVAUX COURANTS

La notion de travaux courants est définie à l'article 1 du CCAP à savoir :

- Les travaux dits courants, qui correspondent à des interventions d'entretien, de sécurisation, de réparation ou de rénovation, pour faire face à des situations plus ou moins urgentes ou programmées.

### 1.1.4 REPARTITION PAR LOTS DES TRAVAUX COURANTS

Le présent accord-cadre est alloué par corps d'état, selon les 12 lots suivants :

LOTS	MONTANT MAXIMUM ANNUEL (€ HT)
Lot 01 Démolition Désamiantage	1 000 000
Lot 02 Maçonnerie – Plâtrerie – Faux plafond	2 000 000
Lot 03 Peinture – Revêtement de sol souple et mur	2 000 000
Lot 04 Ravalement Extérieur	1 500 000
Lot 05 Menuiseries extérieures – Métallerie - Vitrerie	1 500 000
Lot 06 Menuiserie intérieure et Agencement	1 500 000
Lot 07 Electricité CFO- CFA- Eclairage extérieur	2 000 000
Lot 08 Voirie et Réseaux divers	2 000 000
Lot 09 Occultation – stores - Films	500 000
Lot 10 Couverture, Etanchéité - Zinguerie – Charpente	2 000 000
Lot 11 Chauffage – Ventilation – Climatisation – Plomberie – Désenfumage	2 000 000
Lot 12 Réseau d'assainissement	1 000 000

### 1.1.5 MAITRISE D'ŒUVRE - ORDONNANCEMENT – PILOTAGE - COORDINATION

Les travaux passés sur le fondement du présent Accord-cadre seront exécutés sous la Direction du patrimoine du Groupe Hospitalier Public de Santé qui en assurera l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination.

Toutefois certains travaux commandés dans le cadre de ce marché à bons de commandes peuvent être réalisés sous la direction d'un Maître d'Œuvre Privé.

Dans le présent CCTP, le Maître d'œuvre s'entend, par suite :

- soit des Services techniques du Centre Hospitalier de Gonesse lorsqu'il n'est pas recouru à un Maître d'œuvre privé ;
- soit, du Maître d'œuvre privé lorsqu'un prestataire extérieur au Centre Hospitalier de Gonesse a été désigné pour assurer la maîtrise d'œuvre des travaux.

### **1.1.6 CONTROLE TECHNIQUE**

Les travaux pourront faire l'objet d'un contrôle technique notamment dans les domaines techniques liés à la sécurité des personnes, des biens et obligations réglementaires.

### **1.1.7 COORDINATION SSI**

Pour les travaux touchant à la sécurité incendie, il pourra être fait appel à l'appui d'un coordinateur SSI.

## **1.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **1.2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX**

Les Titulaires sont réputés remettre leur offre ultérieure en ayant pris parfaitement connaissance parfaite des lieux, des adresses et de toutes les conditions requises et susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution, les délais ainsi que sur la qualité et le montant des travaux.

Pour ce faire, les Titulaires sont libres de procéder, après avoir sollicité l'accord du maître d'ouvrage, à toutes reconnaissances qu'ils jugent utiles tant au point de vue des alignements et limites des bâtiments existants, qu'à celui des possibilités d'organisation de chantier et d'entrepôt des matériaux.

La visite des lieux concernés par les travaux est obligatoire. Elle devra être réalisée avant la Date Limite de Remise des Offres et aux dates mentionnées dans le RC.

Tout candidat souhaitant effectuer la visite devra prendre contact avec le pouvoir adjudicateur via la plateforme PLACE.

Par ailleurs, les Titulaires sont avisés que les chantiers seront dans la majeure partie des cas réalisés en site occupé et qu'ils devront donc intégrer dans leurs offres ultérieures, les coûts relatifs aux clôtures, palissades, protections, signalisation et toutes autres sujétions particulières nécessaires (par exemple, concernant l'évolution des engins) pour garantir la protection et la sécurité des patients et du personnel du centre Hospitalier de Gonesse.

De même, les Titulaires sont avisés qu'une partie des travaux peut être accomplie en bordure des voies publiques ou privées et que, dans ce cas, toutes signalisations et

protections nécessaires devront être installées à la charge du titulaire du marché.

### **1.2.2 RESPECT DE LA LEGISLATION, DES NORMES ET DES REGLES DE L'ART**

Les Titulaires doivent respecter la législation, les normes et les règles d'art applicables à l'exécution des travaux commandés dans le cadre du marché dont ils sont titulaires et prévoir ainsi d'exécuter tous les travaux nécessaires à une finition complète des ouvrages conformément aux normes et aux règles d'art en vigueur à la date de remise des offres ultérieures.

A ce titre, l'exécution des travaux est notamment soumise :

- aux stipulations du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG Travaux) en vigueur au jour de la notification du bon de commande ;
- aux exigences des cahiers des clauses techniques des Documents Techniques Unifiés (CCT DTU) applicables aux travaux commandés –ou équivalent-, en vigueur au jour de la notification du bon de commande;
- aux exigences des cahiers des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU ) applicables aux travaux commandés tels qu'ils résultent de la dernière mise à jour du R.E.E.F. éditée par le CSTB ( Centre Scientifique et technique du Bâtiment - 4 avenue du Recteur Poincaré - 75782 Paris CEDEX 16) –ou équivalent-, en vigueur au jour de la notification du bon de commande;
- aux normes françaises ou européennes, notamment les normes française homologuées publiées par l'AFNOR (Association française de normalisation – Tour Europe cedex 07 – 92080 Paris La Défense) concernant les fournitures et matériaux entrant dans les travaux commandés –ou équivalent-, en vigueur au jour de la notification du bon de commande;
- aux avis techniques du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment, 4 avenue du Recteur Poincaré 75782 PARIS CEDEX 16 ) –ou équivalent-, en vigueur à la date de notification du bon de commande, pour les matériaux non traditionnels ;
- aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant, définies dans les avis techniques, documents et notices de ce dernier, lorsqu'elles existent ;
- au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié.

**Les Titulaires doivent respecter la législation en vigueur en France et en Europe, les normes DTU (Document technique unifié) et les règles de l'art, type Qualibat, dans chacun des lots qui leur seraient attribués à la date d'exécution des prestations.**

### **1.2.3 DEVOIR DE CONSEIL**

Chaque titulaire s'engage à contribuer, auprès du Maître d'ouvrage, à sa parfaite connaissance des possibilités techniques et financières, ainsi que des risques encourus dans le cadre de la sécurité des biens et des personnes pour son domaine d'intervention.

### **1.2.4 CLASSEMENT DES LOCAUX**

Les travaux seront réalisés en grande majorité dans des locaux assujettis à la réglementation des ERP (Etablissement recevant du public), que les Titulaires devront, dès lors, respecter lors de la réalisation des travaux commandés dans le cadre de cet accord-cadre multi-attributaires.

A ce titre, il est précisé que le Centre Hospitalier est majoritairement classé en 1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> catégorie de type U pour l'intra.

Les Titulaires devront donc ne mettre en œuvre que des matériaux ayant un comportement des ouvrages au feu conforme à ladite réglementation ERP.

### **1.2.5 SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS ET DES PERSONNES – SECURITE INCENDIE**

Les Titulaires sont tenus de respecter la réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

Toutes les entreprises travaillant sur le chantier devront ainsi tenir compte de tous les règlements en vigueur au sujet des prestations de sécurité et d'hygiène et de protection de la santé, notamment les mesures de mise en œuvre des principes généraux de prévention des risques d'accident telle qu'elles résultent du code du travail.

De même, les Titulaires devront respecter les articles contenus dans le règlement sanitaire départemental du lieu d'exécution des travaux.

Préalablement au démarrage des travaux à réaliser en site occupé, les Titulaires devront produire un plan de prévention en application du décret N°92-158 du 20 Février 1992.

A ce titre, un plan de prévention type pourra être transmis par le Centre Hospitalier de Gonesse.

Le cas échéant, quand la nature de l'opération l'impose, les titulaires devront respecter les mesures du Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) établi par le coordonnateur sécurité - santé, qui leur sera transmis.

Lorsque son établissement est requis, les Titulaires communiquent directement au coordonnateur sécurité - santé le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application notamment

des dispositions du code du Travail, s'agissant de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, ne sont pas modifiées par l'intervention, le cas échéant, du coordonnateur sécurité - santé.

Les Titulaires font droit à toute demande éventuelle du coordonnateur sécurité - santé dans le cadre de l'accomplissement par ce dernier de sa mission et ce, dans les délais que le coordonnateur aura fixé.

Par ailleurs, les Titulaires devront respecter les dispositions des Consignes générales de sécurité du Centre Hospitalier de Gonesse listant les locaux et installations mis à la disposition des entreprises extérieures et identifiant les risques et mesures de prévention. Ce document sera remis par le Centre Hospitalier de Gonesse à tous les Titulaires.

#### **1.2.5.1 SECURITE DES PERSONNES**

Les travaux étant susceptibles d'être réalisés en site occupé, des mesures de sécurité particulières devront être prises sur le site vis à vis des patients et du personnel.

Les Titulaires devront prendre toutes les précautions nécessaires, notamment : organisation générale et de concert avec le Maître d'Ouvrage, exécution des travaux, protections de chantier, palissades, évolution des engins, pour qu'en toutes circonstances leur sécurité puisse être garantie.

En particulier, les zones d'intervention devront être balisées et interdites au public.

Les Titulaires devront, en outre, respecter et prendre en compte les dispositions et consignes particulières édictées par le Centre Hospitalier de Gonesse relativement à l'exploitation des services qui seraient susceptibles d'avoir un impact sur les conditions de réalisation des travaux.

La proposition de prix formulée dans le cadre des offres ultérieures tient compte des sujétions particulières générées par cette contrainte qui s'impose à tous et pour le respect desquelles le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre se montreront particulièrement vigilants, les travaux ne devront pas apporter de gêne au service.

Le Maître d'oeuvre pourra à chaque instant interrompre les travaux si la sécurité du personnel ou des patients apparaissait menacée.

En aucun cas, le titulaire du lot concerné ne pourra alors arguer de cet arrêt pour justifier un quelconque retard dans son délai contractuel.

#### **1.2.5.2 TRAVAUX DANGEREUX**

Les travaux de soudure, ou d'usinage par point chaud ne pourront se faire qu'avec l'accord du Centre Hospitalier de Gonesse et après rédaction d'un permis de feu délivré sous le contrôle du service sécurité de l'ordonnateur.

L'accord des services techniques ou la délivrance d'un permis de feu ne vaut pas transfert de responsabilité, les travaux restant exécutés sous la seule responsabilité des Titulaires.



### **1.2.5.3 CONDITIONS SPECIFIQUES D'INTERVENTION AUX UNITES PSYCHIATRIQUES**

Le Centre Hospitalier de Gonesse dispose d'unités psychiatriques pour adultes, enfants et adolescents, au sein desquelles une vigilance particulière doit être observée lors des interventions.

En conséquence, les entreprises attributaires devront suivre une formation spécifique portant sur les conditions d'accès et les règles d'intervention applicables à ces unités sensibles.

### **1.2.6 NUISANCES DE CHANTIER**

Les Titulaires devront prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et, au minimum, respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières et déchets générés ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- Les salissures.

### **1.2.7 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

Les Titulaires solliciteront auprès des autorités compétentes toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux commandés dans le cadre des lots dont ils seront titulaires.

Ainsi, en cas de travaux réalisés sur des structures extra hospitalières, ils demanderont les autorisations administratives exigées pour l'occupation éventuelle de la voie publique par le chantier (pose de bennes, par exemple) et se soumettront aux obligations imposées par ces autorisations.

Ils supporteront la charge des frais et taxes occasionnés pour l'obtention et la détention de ces autorisations.

## **1.3 MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **1.3.1 DEMANDE DE DEVIS ET PRIX**

Les prix unitaires, basés sur le BPU, comprennent toutes les sujétions pour un parfait achèvement des travaux dans les règles de l'Art.

Ces prix s'entendent hors taxes (HT), en euros (€) et sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur dans la Région Parisienne, valeur Mo indiquée dans l'Acte d'engagement.

Sont également inclus dans les prix unitaires :

- Le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à

tous les niveaux ;

L'émission de chaque devis par les Titulaires devra impérativement respecter les obligations suivantes :

- Chaque devis devra indiquer les délais d'intervention après réception du bon de commande, ainsi que les délais d'exécution.
- Chaque prestation et/ou réparation devra s'effectuer de façon continue et sans interruption qui ne serait accordée par le maître d'ouvrage.
- Pour toutes les urgences liées aux dépannages électriques, de plomberie, ou pour tout ce qui relèverait des dangers imminents en rapport avec la sécurité des personnes et des biens, les Titulaires s'engagent à intervenir dans la demi-journée suivant l'appel ou le mail.

Le représentant de l'entreprise devra être en mesure de :

- Répondre aux questions du représentant service technique ;
- Réaliser des devis ;
- Réaliser les métrés ;
- Répondre à une question d'un agent exécutant de l'entreprise ;
- Mettre en place les protections et balisages de chantier ;
- Prendre une décision engageant l'entreprise.

#### **1.3.1.1 CAS PARTICULIER**

Dans le cas de travaux hors Bordereau de prix unitaires (BPU), les prix seront débattus avec le maître d'ouvrage. Ces travaux ne seront entrepris qu'après accord entre les parties.

Les travaux en régie seront réglés suivant le taux horaire fixé au présent bordereau.

#### **1.3.1.2 CONFORMITE AUX REGLES DE CONSTRUCTION**

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages doivent répondre aux caractéristiques et conditions contenues dans les textes réglementaires intéressant la construction, rappelés dans le présent document et dans les différents cadres de bordereaux à

prix unitaires.

Tous ces textes parus avant la date de remise des offres, imposés ou non par voie réglementaire sont applicables au présent marché, y compris les modifications qui leur ont été apportés par décret.

#### **1.3.1.3 PERIODE DE PREPARATION**

Pour les travaux, le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement du marché t peut intégrer une période de préparation au cours de laquelle il est notamment procédé aux opérations ci-après :

- Etablissement du calendrier détaillé d'exécution, le cas échéant avec le maître d'œuvre ;
- Etablissement, et le cas échéant présentation au visa du maître d'œuvre, du projet des installations de chantier ;
- Réalisation du constat initial des lieux ;
- Demande des autorisations administratives requises pour le chantier (ex : autorisation de voirie en cas d'occupation de la voie publique) ;
- Mise en œuvre des travaux préparatoires et des installations de chantier conformément au Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSS) et/ou au Plan de prévention générale (PPG) ;
- Présentation au coordonnateur sécurité-santé du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque son établissement est requis.

En cas d'urgence aucune période de préparation n'est prévue pour les travaux.

#### **1.3.1.4 INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier et les protections nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux prescriptions imposées par la législation du travail, les règles de sécurité et les règles de l'art sont à prévoir par les Titulaires et à inclure dans leurs offres ultérieures.

A ce titre, doivent notamment être pris en compte :

- L'installation, le démontage, les doubles transports,
- Les ossatures,
- Les planchers de travail,
- Les garde-corps, garde-gravois,

- Les échelles de service,
- Les bâchages,
- Les protections des ouvrages existants et les protections destinées à assurer la sécurité des patients et du personnel du Centre Hospitalier de Gonesse.

La dépose des installations et protections est due en fin de d'intervention.

Les branchements nécessaires (énergies, réseaux) pourront se faire sur les réseaux des bâtiments existants après accord des services techniques de l'établissement concerné ou, le cas échéant, du maître d'œuvre.

#### **1.3.1.5 MATÉRIAUX**

Avant leur mise en œuvre, les Titulaires devront obtenir l'approbation du Maître d'ouvrage concernant les diverses marques, nuances et qualité des produits utilisés. Sur demande, ils devront en fournir un échantillon.

#### **1.3.1.6 PROTECTIONS DES ZONES D'INTERVENTIONS**

Les protections proposées devront avant toutes interventions obtenir l'aval du Maître d'Œuvre. Les travaux feront éventuellement l'objet d'un planning détaillé, l'accord du Centre Hospitalier de Gonesse obtenu suffisamment à l'avance, afin que l'information et l'organisation internes puissent être effectuées pour ces interventions.

Les zones éventuellement neutralisées pendant les travaux devront être signalées et les dates de fermeture et réouverture précisées.

### **1.3.2 DEROULEMENT DU CHANTIER**

#### **1.3.2.1 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les services techniques de l'établissement concerné ou, le cas échéant, le Maître d'œuvre fixeront les rendez-vous de chantier. Les dates de ces rendez-vous seront arrêtées dans la mesure du possible d'un commun accord avec le titulaire du marché.

Les Titulaires dûment convoqués seront tenus de s'y faire représenter :

- par le correspondant qualifié désigné dans le CCAP ;
- ou, à défaut, par un conducteur de travaux qualifié et habilité à prendre les décisions utiles au bon déroulement du chantier.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, les Titulaires encourent l'application des pénalités prévues au CCAP.

Ils ne pourront en aucun cas, arguer au cours des travaux, de manques de précisions ou de renseignements qui auront été donnés au cours des rendez-vous auxquels ils n'auraient pas assisté.

#### **1.3.2.2 COORDINATION DES INTERVENANTS**

Les Titulaires doivent formuler toute réserve concernant les supports ou réservations réalisés par un autre entrepreneur avant le commencement d'exécution des prestations qui leur sont confiées au titre du marché.

A défaut, ils seront réputés avoir accepté sans réserve les supports ou réservations réalisés par un autre entrepreneur et auront donc à leur charge les frais nécessaires à la mise en place et au maintien de leurs ouvrages.

Tout commencement de travaux de la part des titulaires du marché vaut acceptation sans réserve des supports ou réservations réalisés par une autre entreprise.

Toute réserve devra donc être formulée auprès du Maître d'œuvre avant le commencement des travaux concernés.

Les Titulaires doivent assurer la protection de leurs ouvrages pendant les travaux jusqu'à la réception et devront donc réparer ou remplacer tout travail dégradé faute de protection.

#### **1.3.2.3 MESURES CONSERVATOIRES**

En cas de danger menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant au chantier ou d'un tiers, le Centre Hospitalier de Gonesse ou, le cas échéant, le coordonnateur sécurité-santé ou le maître d'œuvre, prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger en sollicitant, notamment, l'arrêt de la tâche concernée ou la mise en œuvre, par le Titulaire concerné, de mesure conservatoire ou de protection (étalement, platelage, bâchage...).

Les conséquences et frais en découlant sont imputés au Titulaire concerné dans la mesure où celui-ci aura méconnu ses obligations de sécurité et de protection de la santé.

#### **1.3.2.4 DECHETS**

Les matériaux provenant des fouilles, terrassements et matériels usagés déposés ou remplacés sont évacués par les Titulaires au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sauf demande contraire du Centre Hospitalier de Gonesse.

Aucun stock de gravois ne peut être maintenu à l'intérieur des limites des bâtiments et locaux du Centre Hospitalier de Gonesse.

Les Titulaires devront mettre en œuvre un tri sélectif des déchets.

Les bordereaux de suivi ou de destruction des déchets pourront être exigés par l'établissement du Centre Hospitalier de Gonesse concerné ou, le cas échéant, le maître d'œuvre.

#### **1.3.2.5 NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES OUVRAGES**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les Titulaires devront dégager, nettoyer et remettre en état les emplacements occupés pour les besoins du chantier.

Les Titulaires s'engagent à maintenir un chantier constamment propre, débarrassé de tous gravois et détritiques provenant de l'exécution des travaux. Ces nettoyages ne sont donc pas limités en nombre et devront intervenir dès que le chantier l'exigera.

Dans l'hypothèse où le Centre Hospitalier de Gonesse, ou le Maître d'œuvre, constaterait un manquement à cette obligation, il se réserve le droit de faire réaliser ce nettoyage au frais et risque du Titulaire qui n'aurait pas satisfait à ces obligations de nettoyage.

En fin de travaux, les Titulaires procèdent au nettoyage complet du chantier et des ouvrages, comprenant le nettoyage de toutes les pièces, aires, supports et vitrages ayant été souillés pendant l'exécution des travaux.

A cet effet, les Titulaires doivent utiliser des produits compatibles avec chaque support nettoyé.

Ces produits doivent être conformes aux réglementations de protection de l'environnement en vigueur.

Les nettoyages devront être achevés pour que le Centre Hospitalier de Gonesse puisse réceptionner les travaux en application.

Dans le cas contraire, la réception sera reportée et le titulaire du lot concerné sera seul responsable du retard éventuel.

#### **1.3.2.6 GARDIENNAGE DU CHANTIER**

Les Titulaires se devront de protéger leur installation, leur matériel et matériaux contre les vols y compris dans les locaux éventuellement occupés durant les travaux, à leurs risques et périls.

Le Centre Hospitalier de Gonesse ne pourra être tenu pour responsable en cas de dégradation ou de vol des installations, matériel et matériaux des Titulaires par un tiers, un salarié du Centre Hospitalier de Gonesse ou un patient de l'établissement concerné.

#### **1.3.2.7 RESPECT DES OUVRAGES ET RESEAUX EXISTANTS**

Les Titulaires devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager les bâtiments, canalisations, câbles, boîtiers, réseaux appartenant au Centre Hospitalier de Gonesse lors de la réalisation des travaux.

Les Titulaires devront ainsi prendre, pendant l'exécution des travaux, toutes les dispositions nécessaires pour protéger les ouvrages existants des dégradations dues à des chutes d'objets et à toutes les salissures qui peuvent être provoquées par le nettoyage, la réparation ou la mise en peinture des subjectiles.

Les Titulaires seront seuls responsables des dégradations imputables à leur intervention.

Si des dégradations sont constatées par le Centre Hospitalier de Gonesse ou, le cas échéant, le Maître d'œuvre, la remise en état des lieux sera à la charge du Titulaire responsable.

### **1.4 MARQUE DE FABRIQUE**

A seule fin d'assurer la compatibilité des fournitures incluses dans les travaux qui seront commandés au titre des bons de commandes avec les équipements existant au sein des locaux des établissements du Centre Hospitalier de Gonesse, ou à fin de définir certains ouvrages, matériaux ou procédé, il peut être fait état dans le présent CCTP ainsi que dans les bordereaux des prix de référence, de modèles et de marques nommément cités.

Dans ce cas, et conformément aux exigences fixées au code de la commande publique, les matériaux visés sous ces modèles et marques pourront toujours être remplacés par un matériau équivalent, c'est-à-dire un matériau compatible avec les équipements existant au sein de l'établissement concerné et dont les qualités sont au moins équivalentes à celles du modèle cité dans les spécifications contractuelles.

Cette substitution est possible même lorsque le modèle ou la marque citée ne serait pas, par omission, accompagné immédiatement des termes « ou équivalent ».

### **1.5 REFERENCES AUX NORMES**

Conformément aux dispositions du décret du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés et des accords-cadres, lorsque les spécifications techniques stipulées au présent CCTP Cadre sont définies par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents (agrément techniques, spécifications techniques communes, autres référentiels techniques), ces références pourront être remplacées par des documents équivalents, c'est-à-dire des documents comportant des prescriptions techniques de même nature et de même niveau.

Cette substitution est possible même lorsque la référence citée ne serait pas, par omission, accompagnée immédiatement des termes « ou équivalent ».

## **1.6 PRESTATIONS HORS BPU**

Pour l'exécution de travaux hors bordereaux, il sera fait application des tarifs horaires de main d'œuvre, d'un coefficient de majoration sur production de facture du fournisseur :

Tarif horaire

Heure normale plage horaire 8h - 18h ( du lundi au vendredi)

Le samedi

Le dimanche